

gouverner l'Algérie ?

Or, notre pays a mieux à faire ; il a besoin de mobiliser toutes les énergies des forces sociales qui tirent vers le haut pour décoller, une entreprise qui dépasse, par l'envergure de ses ambitions, le volontarisme de quelques personnes, fussent-ils des capitaines d'industrie de génie, un qualificatif, du reste, déphasé par rapport aux profils révolutionnaires des nouveaux managers internationaux.

Et puis, il faut savoir que même dans les grands pays occidentaux de tradition capitaliste pluricentenaire, le système est en crise et des millions de citoyens militent dans des milliers d'organisations politico-civiles et proposent, comme Tsipras, Sanders, les Indignés, Podémos, les Nuits Debout, les nouveaux désobéissants et les donneurs d'alerte, un nouveau visage du vivre-ensemble fondé sur le retour aux valeurs du partage et de l'intégrité morale, si, toutefois, celles-ci avaient, jamais, été pratiquées par un mode de production, sans état d'âme, privilégiant, par-dessus tout, le profit et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les capitalistes algériens sauront-ils tirer des leçons de ces mouvements de fond et se résolveront-ils à participer à l'accumulation nationale dans le respect des lois et de la culture sociale de solidarité en renonçant aux tentations monopolistiques et aux pratiques occultes de siphonage des ressources de la collectivité, sabotant les chances de l'Algérie d'ac-

céder à un niveau de progrès profitable à l'ensemble de la société ?

Beaucoup d'Algériens le souhaitent ardemment et sincèrement. Les travailleurs et les chômeurs, surtout, qui attendent autant de l'Etat que de l'entreprise privée, l'assurance de la pérennité de l'emploi et la création de postes de travail utiles à l'économie. Et comme dans

Ils notent, cependant, avec une amère déception, que ces syndicats et ces partis préfèrent s'aligner sur les positions de leurs «ennemis de classe» au lieu de se battre pour construire des alliances vouées à préserver les intérêts des salariés et des sans emplois.

toute démocratie sociale qui se respecte, ils se tournent, aussi, vers les syndicats et les partis dits de gauche sollicitant un retour d'écoute qui se fait attendre.

Ils notent, cependant, avec une amère déception, que ces syndicats et ces partis préfèrent s'aligner sur les positions de leurs «ennemis de classe» au lieu de se battre pour construire des alliances vouées à préserver les intérêts des salariés et des sans emplois.

Pour autant, l'Algérie qui possède une histoire de luttes nationales et sociales séculaires a de quoi relever les défis de l'intégration dans le marché mondial.

Dans l'architecture économique internationale qui se dessine sous ses yeux,

sous l'impulsion de puissances comme la Chine, la Russie, l'Inde et l'Iran, il y a une place pour elle, pourvu que son Etat, revenant à une conscience moins brouillée de l'intérêt général, donne libre cours à l'expression du génie de ses élites et de ses entrepreneurs honnêtes dont les activités ont une traçabilité placée au-dessus de tout soupçon.

Auparavant, il lui faut balayer devant sa porte et mettre hors-jeu ses segments mal-intentionnés qui ne cessent, ces derniers mois, de rétropédaler dans la gadoue de la vieille société des zaouïas et des tribus mortes et enterrées par la Révolution de Novembre.

Le conseil vaut aussi pour les partis et les syndicats dits patriotiques qui continuent — à l'exception du FFS, du MDS et du PST — de racler les fonds de poubelle du camp de la défaite pour ramasser de quoi créer, de toutes pièces, une bourgeoisie éligible au gouvernement de l'Algérie. Que cessent ces jeux politiques qui insultent les aspirations de notre peuple à la construction d'un Etat moderne !

Les récentes positions exprimées par l'ANP, lors de la commémoration des massacres du 8 Mai 1945, semblent, heureusement, siffler la fin de la récréation et peuvent être considérées comme un signal fort rappelant à ceux qui ont la mémoire courte que le salut de l'Algérie réside dans le retour urgent aux fondamentaux de la Révolution de Novembre qui avait scellé, en son temps, et de manière irréversible, le sort de la bourgeoisie coloniale et de ses alliés féodaux.

Dans un contexte où certains défaitistes doutent, encore, de l'existence, même, de la Nation avec un aplomb belliqueux, l'Algérie se refuse de se laisser enfermer dans la fatalité du choix entre la peste et le choléra et dans un face-à-face mortel avec ses anciens occupants nourris à un esprit de revanche non assouvi.

C'est le sens qu'il convient de donner à ces signaux qui se multiplient, ici et là, dans un appel à un redressement vigilant face aux dangers menaçant le pays à un moment crucial de son Histoire.

Ces signaux sont suivis par les citoyens algériens avec d'autant plus d'attention et d'espérance qu'ils savent, par avance, que le perdant dans la partie de poker menteur à laquelle s'adonnent les aventuriers pyromanes qui s'agitent, aujourd'hui, sur la scène nationale, sera, assurément, le peuple. Et uniquement le peuple...

B.-E. M.